

Bonjour,

Nous poursuivons la transmission d'informations dans le cadre de l'Ech@, mais sans la mise en page experte de Michel.

Rappelez-vous cette analyse lucide d'un jeune à Davos au tournant des années 2000 : Vous êtes au bout d'une logique « pacifique » d'accumulation basée sur l'exploitation ; alors vous avez deux solutions : ou vous partagez ou vous vous armez. On comprend le choix qui a été fait :

**Dépenses militaires en hausse** partout notamment dans l'UE (source ATTAC) :

- En 2025 les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 887 milliards de dollars (2460 milliards d'euros), marquant ainsi la onzième année consécutive de croissance ;
- Les investissements militaires des 27 États membres de l'UE ont augmenté de 14 % en 2025, pour atteindre 739 milliards d'euros ;
- En France, le budget de la défense est le deuxième poste de dépenses de l'État. La Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit de consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans, soit une hausse de 40% par rapport à la LPM précédente ;
- Le gouvernement a soumis en avril 2026 au Parlement une actualisation de la LPM proposant d'allouer 36 milliards d'euros supplémentaires à la défense.

Elles sont en synergie avec **le virage à l'extrême Droite** de très nombreux gouvernements dont la violence armée et numérisée a deux visées : les mouvements de contestation radicale, et la mainmise sur les ressources stratégiques.

Dans ce concert sinistre, **la xénophobie d'État** sert de leurre et de justificatif à bas coût :

Aux Etats-Unis, l'ICE tue sans état d'âme ; Cf : l'ice tue un Mexicain <https://www.lemonde.fr/>, et Amnesty présente une liste non exhaustive, des victimes de la politique anti-immigration de Donald Trump <https://www.amnesty.fr/actualites/victimes-ice>).

En France, la loi sur « la présomption de légitime défense des forces de l'ordre » va dans le même sens, avec juste un wagon de retard. Le gouvernement cherche à continuer l'invalidation des institutions-clés : après le Conseil d'État, le Conseil Constitutionnel..., le choix du prochain Défenseur des Droits fait polémique autour du réactionnaire François-Noël Buffet, dénoncé par les associations de défense des Droits.

La FAS, Fédération des Acteurs de la Solidarité (dont est membre le RH) nous informe que le Premier Ministre refuse de la rencontrer pour parler de toutes ses préoccupations sociales et politiques.

Dans le même temps, le fait que **la « Justice » passe quasiment l'éponge** sur les détournements financiers de l'équipe de Marine Le Pen (3 affaires au niveau de l'UE !!!), en lui permettant de candidater aux prochaines Présidentielles sous prétexte de respecter la pluralité des sensibilités électorales, sent l'influence politique et l'injure judiciaire.

**Le virage mondial vers l'extrême Droite** voulu par les pouvoirs en place, montre qu'ils s'assument de plus en plus ouvertement comme représentants de l'hyper-riche, contre le peuple qui se mobilise pour défendre la démocratie, le droit international comme ultime rempart contre les tentations totalitaires (<https://www.amnesty.fr/actualites/droit-international>) et la viabilité de notre unique planète (cf canicules, sécheresse, la nouvelle loi Duplomb - cf Reporterre sur les conditions des travailleur.ses [saisonnier.es](https://reporterre.net/) (<https://reporterre.net/>) ;).

Le soutien récent d'Elon Musk à Marine Le Pen confirme le choix de l'extrême-Droite par l'extrême-riche et vice (c'est le cas de le dire)-versa.

**Mais « ça » résiste** : cf les mobilisations de défense de l'environnement, notamment contre les mégabassines dont plusieurs ont déjà été jugées illégales, tout comme les mégaprojets autoroutiers ; les derniers jugements concernant la rétention à Marseille (Cf <https://www.lacimade.org/publication/le-tourniquet>) ; **et surtout,**

Gabriel Zucman nous informe que sur la base de ses travaux, « Les électeurs de Californie (le plus grand et le plus riche Etat des USA) vont pouvoir se prononcer le 3 novembre par référendum pour créer un impôt de 5 % (En France, le débat portait sur un taux de 2% qui paraissait déjà trop haut) sur la fortune des milliardaires de la Silicon Valley. Elle devrait rapporter 100 milliards. Son adoption pourrait bien marquer le début d'un mouvement mondial pour mettre fin à l'impunité fiscale des ultra-riches. » Ils ont eu beau dépenser des millions, faire du lobbying et de la pression... rien n'y a fait. C'est vraiment une bonne nouvelle !

Si vous avez envie de lire à l'ombre et avoir **une vision plus large**, voici le rapport d'Amnesty International

<https://www.amnesty.fr/dossiers/rapport-annuel-amnesty-international-2025-2026>

et une analyse critique de la Cimade sur les données migratoires.

<https://www.lacimade.org/donnees-migratoires-2025-une-analyse-critique/>

Ainsi qu'une *nouvelle publication GISTI* : Squats et lieux de vie informels : se défendre contre les expulsions. 3e édition, ouvrage collectif <https://www.gisti.org/article7810>

Bonne lecture au frais si possible... *L'équipe Com' et conscientisation*